

Abdoul Wahab Diakité, président de la coalition PCQVP : « L'Etat n'a jamais tiré de leçons dans la prévention des pandémies au Mali »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 22 DÉCEMBRE 2020

755

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



2021

Le Mali pourrait-il aller mieux ?



Dérives totalitaires : Cheick Sidi Diarra appelle les Maliens à prendre leur destin en main

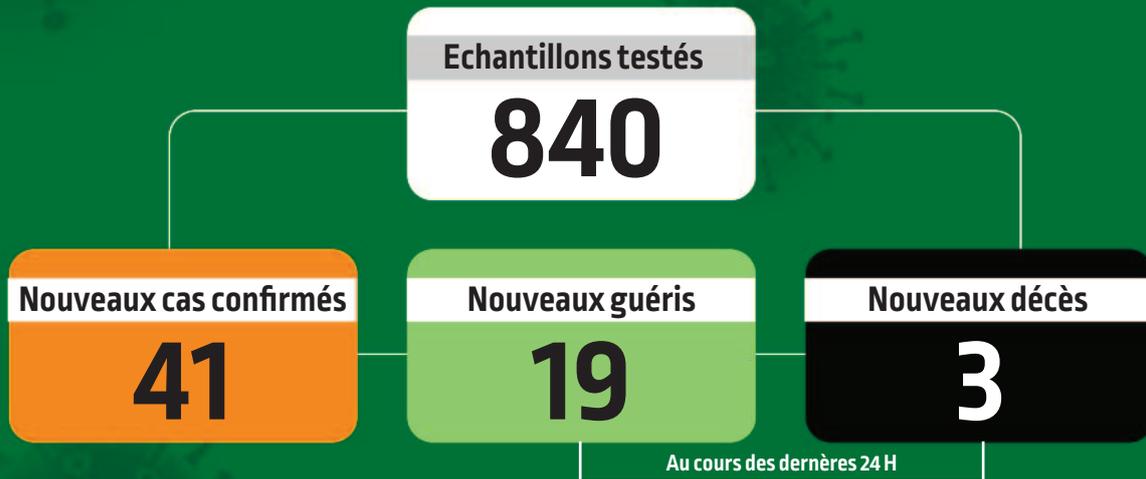


Le ministre de la Défense et Anciens Combattants sur le terrain : encourager et galvaniser les hommes, et recenser les besoins

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au lundi 21 décembre 2020



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand
la distance de sécurité
ne peut être respecter



Se laver les mains
régulièrement



Tousser ou éternuer
dans le coude



Respecter la distance
de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique
pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer
les mains



Eviter de se toucher le visage :
la bouche, les yeux ou le nez

Une	2021 : Le Mali pourrait-il aller mieux ?	P.4
Brèves	Conséquence de la grève de 5 jours de L'UNTM : L'État perd plus de 150 milliards de F CFA	P.10
	Mali : Les prétentions sécuritaires de la CMA sont-elles légitimes ?	P.10
	Lutte contre le covid-19 (1) : 500 milliards de francs CFA partis en fumée	P.11
	Gossi : Des milliers de déplacés affluent vers la commune	P.11
	Coopération militaire : Le ministre de la défense et des anciens combattants rencontre son homologue du Portugal	P.11
Actualité	Abdoul Wahab Diakité, président de la coalition PCQVP : « L'Etat n'a jamais tiré de leçons dans la prévention des pandémies au Mali »	P.14
	Canal University : Une opportunité offerte aux acteurs talentueux !	P.15
	Le ministre de la Défense et Anciens Combattants sur le terrain : encourager et galvaniser les hommes, et recenser les besoins	P.16
	G5 Sahel : Après trois ans d'existence, la force conjointe peine à convaincre	P.17
Politique	A l'absence des forces vives : La transition pourra-t-elle résister ?	P.19
	Avant-projet de loi sur le genre : Le ministre Bintou Founé dans le viseur du HCIM	P.21
	Dérives totalitaires : Cheick Sidi Diarra appelle les Maliens à prendre leur destin en main	P.22
	PR Oumar MC Koné : « Mali Kura »	P.23
Culture & société	Exposition d'œuvres photographiques : Bamako Art Gallery au chevet des jeunes talents	P.27
International	Échec de la gestion de la crise migratoire en Guinée : Autorités et parents des migrants se rejettent la responsabilité	P.28
	COVID-19 : « Beaucoup trop tôt » pour lier la montée des cas au Royaume-Uni à une mutation	P.30
Sport	Coupe du Mali de Basket-Ball : L'AS Police confirme sa suprématie	P.31

P.10



P.15



P.21



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



2021 : Le Mali pourrait-il aller mieux ?

L'année 2020 a été celui de tous les bouleversements au Mali. Bouleversements sociaux, sécuritaires, politiques, avec à la clé un changement de régime suscité par la rue, grâce aux sacrifices de dizaines de milliers voire des millions de Maliens engagés dans le mouvement pour un changement de gouvernance. Depuis le 18 août 2020, un groupe d'éléments des forces armées et de sécurité, réunis au sein du Comité National pour le Salut du Peuple, (CNSP), a profité du régime fragilisé d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) pour prendre le pouvoir. La facilité avec laquelle l'ancien régime a été débarqué, la quasi absence de résistance ou les pseudo-condamnations du putsch militaire ont montré à quel point IBK et son régime était honni du Peuple du Mali tant les problèmes qui se posaient au pays étaient devenus gravissimes et insolu-

bles. Les Maliens voyaient ainsi leur espoir d'un Mali Nouveau se dessiner avec le départ de celui qui incarnait en 2013 la Dignité et la Fierté du Peuple du Mali. Pourtant, quatre mois après, l'espoir suscité par le 18 août 2020 est en passe de se résorber tant les maladresses des autorités de la Transition s'accumulent, en particulier la façon cavalière avec laquelle Assimi Goïta et ses camarades dirigent le pays. À l'orée de l'année 2021, septième décennie d'indépendance nationale, le Mali pourrait-il aller mieux ?

On a encore du mal à croire que celui qui incarnait l'Espoir, la Fierté et la Dignité de tout un peuple en 2013, quand il accédait au pouvoir, a été balayé comme un pestiféré le 18 août 2020, dans une indifférence presque totale du peuple qui l'avait pourtant plébiscité à plus de 77%. C'est que de 2013, date de son

accession au pouvoir, à 2020, date de son éviction, Ibrahim Boubacar Kéita, IBK, n'aura réussi à entretenir l'espoir de ses compatriotes que moins d'un an. Le temps d'étreindre deux Premiers ministres, de perdre la bataille de Kidal, de connaître le premier scandale de corruption au sommet de l'État et d'engager le Mali dans d'immenses pourparlers de paix à Alger, IBK avait vu sa côte de popularité dégringoler et l'espoir des Maliens avec. Pourtant les anciens compagnons de l'homme avaient prévenu les Maliens : IBK n'a pas la trempe d'un homme d'État, c'est un éternel sous-fifre qui ne sait qu'exécuter les ordres. Mais quand on est amoureux, on ne voit aucun défaut de l'être aimé. Il y aura Ogossagou, Indelimane et bien d'autres massacres de populations civiles pour réveiller les Maliens.

Cependant il aura fallu attendre la tentative

de révision de la Constitution de Février 1992 pour voir les Maliens descendre dans la rue à l'initiative du mouvement An tèn A banna. La masse déferlante qui envahit les rues de Bamako avait ébranlé le gros Malinké de Sébénicoro qui recula, plein de rage et de honte. C'était le début de la fin, une fin qui se dessinera encore plus après réélection contestée d'IBK en 2018 où toutes sortes de fraudes ont été mises en évidence par les candidats spoliés de leurs suffrages et par l'Opposition politique dirigée alors par Soumaila Cissé. Il faudra attendre la farce électorale des Députés à l'Assemblée nationale d'avril et mai 2020 et l'imposition par la Cour Constitutionnelle d'une trentaine de Députés non élus et celle du Président de l'Hémicycle Moussa Timbiné pourtant déclaré battu selon les résultats provisoires publiés par le ministre de l'Administration territoriale pour voir les Maliens se décider à chasser pacifiquement IBK. Ces événements ont mis à nu la déconfiture du pouvoir d'IBK et soulevé l'indignation des populations maliennes. La colère du Peuple et sa volonté de changement de Gouvernance et de régime seront portées par l'Imam Mahmoud

Dicko et le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) et aboutiront, après les tueries des 10, 11 et 12 juillet 2020, à la chute d'IBK le 18 août 2020, quand des éléments des forces armées et de sécurité malienne déposent le Président de la République. Sept longues années de cauchemar des Maliens venaient de prendre fin. Sept longues années de frustration, de désespoir et d'humiliation d'un grand Peuple qu'est celui du Mali. Jamais dans l'histoire moderne du Mali on n'aura vu un Président si falot, se souciant plus de son Verbe truffé de latin que de la vie de ses compatriotes. Avec sa famille et ses amis, le Mali était sous la coupe de mafieux prêts à tout pour dévaliser le Trésor public. La chute d'IBK faisait résonner une fois de plus le Tabalé annonciateur de grands événements. Les Maliens se remettaient à espérer.

Pourtant, les événements douloureux qui ont précipité la chute d'IBK sont loin d'avoir trouvé un début de solution. En effet, novices en politiques et se laissant guider par des individus non dépourvus d'arrière-pensées politiques et mercantilistes, les nouveaux maîtres du Mali

n'ont trouvé mieux à faire que de tourner le dos à ceux qui étaient censés être leurs partenaires naturels, à savoir les membres du M5-RFP. Ainsi, la nomination du Président de la Transition, du Premier ministre, la mise en place du Gouvernement et du Conseil National de la Transition ainsi que de son Président ont été des moments douloureux pour tous ceux qui se sont battus contre le régime défunt d'IBK. Coups bas, trahison, duplicité, etc., rien ne fut épargné par les militaires pour faire main basse sur le Mali. Le résultat en est aujourd'hui que le pays connaît une plus grande ébullition que sous IBK.

En effet, l'absence de concertation, de dialogue, de communication de la part des militaires a conduit à une exaspération sociale qui se traduit par des grèves incessantes, limitées et répétées ou illimitées qui mettent en danger le fragile équilibre qu'avait instauré le départ d'IBK et la soudaine sympathie populaire pour les militaires putschistes. Or les bourdes de Bah N'Daw, d'Assimi Goïta et les hésitations du Gouvernement, preuve d'une véritable faiblesse de lisibilité de la situation générale du pays, sont en passe de dilapider le capital de





confiance des Maliens en la Transition. C'est le cas avec la composition du Conseil de la Transition. En effet, le CNT, sous le prétexte d'y faire participer toutes les couches sociales du Mali, recèle de personnes qui n'ont rien à y faire faute de capacités intellectuelles à lire et comprendre les textes législatifs ou interpellier le Gouvernement sur des questions essentielles à la marche de la République. Si le désir d'Assimi Goïta était de rassembler des personnes pour faire passer très vite les textes devant régir la Transition et préparer les futures élections présidentielles et législatives à leur gré, alors le tour est bien joué. En tout cas la Transition malienne est très mal partie. A défaut de s'allier à des hommes compétents, sincères et patriotes, les militaires ont replongé le Mali dans la tourmente des grèves, de la grogne politique et sociale alors que le pays a plus que jamais besoin de remobiliser

ses filles et fils pour le Mali Nouveau tant souhaité. Incapable de rassembler les Maliens, les militaires sont aussi incapables d'assurer la sécurité des populations. Le cas de Fara-

bougou, assiégé depuis maintenant deux mois par des terroristes qui les empêchent de vivre leur vie, en est l'illustration parfaite. Il faut espérer qu'Assimi Goïta et ses hommes sauront vite se ressaisir pour redresser la barre Mali. La récente rencontre avec les responsables de la Presse malienne mécontents des effets de l'état d'urgence décrété le vendredi dernier semble aller dans le bon sens. Car les militaires ne pourront pas bien administrer le Mali sans les Maliens. C'est ensemble que nous rebâtirons le Mali Nouveau, militaires et civils réconciliés. Pour cela il n'y a pas d'ordres à donner comme dans un camp militaire. Il y a à se parler, à s'écouter, à décider ensemble et à conduire la Transition à bon port. C'est en cela que le Mali irait mieux en 2021.

■ **Diala Thiény Konaté**



PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

RFI Afrique

Les discussions seront menées par le Premier ministre Hamed Bakayoko qui invite les adversaires du président Alassane Ouattara à discuter. La réélection de ce dernier le 31 octobre dernier à un troisième mandat est toujours contestée par ses adversaires. Ce dialogue doit se tenir alors que le secrétaire exécutif du PDCI Maurice Kakou Guikahué vient d'être évacué en France pour raisons de santé. Son état s'est détérioré alors qu'il était toujours emprisonné à la maison d'arrêt d'Abidjan.



Madani Tall

Vous n'êtes pas réalistes

La chute du régime IBK n'est pas une fin en soit, mais l'expression d'un ras-le-bol général du peuple malien. Cela ne signifiait pas que le Mali deviendrait comme par magie un El Dorado, mais juste une étape vers un nouveau départ. Je ne soutiens pas la junte et abhorre les coups d'Etat, seulement l'acte est là, tirons en quelques conséquences : Il est incohérent de demander à cette junte de résoudre les problèmes de sept ans de mauvaise gouvernance. Ce n'est pas son rôle. Superman c'est au cinéma. Sa mission est uniquement d'organiser des élections libres et transparentes afin qu'une nouvelle équipe choisie par les maliens vienne redresser le pays.

Soyons réalistes. Si un groupe d'individus, soldats ou pas, pouvait se lever du jour au lendemain et développer un pays, il ne servirait à rien que d'autres hommes et femmes depuis l'adolescence se préparent pour cette même mission en apprenant chaque jour, en évoluant chaque année, en se renforçant et même apprenant de leurs erreurs. On ne peut s'improviser docteur, mais beaucoup pensent que l'on peut s'improviser Chef d'Etat ou membre d'un gouvernement. Un peu comme le loto, un peu comme les Tuches.

Il y a bien sûr le cas d'individus géniaux, Soundiata, Napoléon, Sankara... mais la vérité est que, même eux, se sont préparés des années durant.

Aussi, bien que les grèves soient légitimes, que les revendications soient justes, soyons convaincus que ce n'est pas au régime de transition de les résoudre, mais à un Président de la République légitime



mement élu.

Si vous vous trompez de séquence, la junte oubliera sa mission qui est d'organiser les élections. Il ne lui appartient même pas de toucher la Constitution, car la nouvelle architecture permettant aux maliens de vivre ensemble est trop importante pour être confié à des personnes qui non seulement n'ont aucun compte à rendre à la nation, mais ne sont pas préparés pour cela.

Bien sûr, à l'époque des mouvements démocratiques les transitions ont rédigé des constitutions, mais c'était parce qu'il n'y avait pas d'architecture démocratique avant. Il appartiendra à une nouvelle mandature présidentielle d'organiser un référendum soumis à la volonté du peuple.

Pour l'heure, que la junte assume ses responsabilités au nord et au centre du Mali, que la transition s'assure que nos enfants vont à l'école, que nos salaires soient payés, que les coupures d'électricité incessantes cessent, que les routes soient praticables, qu'il n'y ait pas de catastrophe sanitaire et sorte par la grande porte en organisant de vraies élections.

Je ne sais pas pour vous, mais normalement, les maliens ne doivent plus se satisfaire des petits bricolages et des petites manœuvres, qu'elles viennent des politiciens ou des soldats. Dieu veuille.

UNICEF (FR)

Des millions d'enfants ont découvert de nouveaux modes d'apprentissage en ligne durant la COVID-19. Mais tous les enfants n'ont pas accès à Internet ou à un ordinateur.

Alors que de nombreux enfants retournent en classe après les fermetures d'écoles provoquées par la COVID-19, nous devons combler la fracture numérique et réinventer un monde dans lequel chaque enfant a accès à Internet.



Ibou SY

Débat : Suite à notre interview d'hier avec Adama FOMBA de la SYNERGIE, il a été très clair. "Toutes augmentations que l'untm obtiendra, l'état devra nous augmenter aussi" dixit Mr FOMBA. Que doit faire l'état à votre avis?



Mali : Les frappes aériennes de Barkhane auraient mis hors de combat plusieurs dizaines de jihadistes à Ndaki

Maître Cheick Oumar Konaré

Une rue de Djenné en 1908. Après avoir été une ville de l'empire songhai en 1470, Djenné est conquise par le sultan Ahmed el Mansour du Maroc en 1591. En 1670, elle est conquise par le royaume bambara de Ségou. En 1819, elle est conquise de l'empire peul du Macina. En 1862, elle est conquise par Elhadj Omar Tall. En 1893, Djenné est prise par les troupes coloniales de Louis Archinard et intégrée au territoire du Haut Sénégal-Niger qui deviendra plus tard le Soudan français. Source : Kaba CONDÉ



Média A

AFRIQUE : CES 9 ANCIENS PRÉSIDENTS DÉCÉDÉS EN 2020

L'année 2020 a été particulière avec son lot de mauvaises nouvelles.

1. Pierre Buyoya (Burundi)

Pierre Buyoya est mort le 17 décembre 2020 à Paris des suites de la COVID-19 à l'âge de 71 ans .

2. Pierre Nkurunziza (Burundi)

Pierre Nkurunziza est mort juste après les élections présidentielles le 8 juin 2020. Selon les informations il serait décédé de problèmes respiratoires, même si certains affirment qu'il est mort de la COVID-19.

3. Mamadou Tandja (Niger)

L'ancien président du Niger est également décédé à Niamey, le 24



novembre 2020 à l'âge de 82 ans.

4. Amadou Toumani Toure (Mali)

Il est décédé le 10 novembre 2020 à l'âge de 72 ans dans un hôpital en Turquie. Il se remettait d'une opération cardiaque qu'il avait subie à Bamako avant que son état ne se détériore.

5. Jerry John Rawlings (Ghana)

L'ancien président ghanéen est mort à Accra le 12 novembre 2020 à l'âge de 73 ans. Beaucoup estiment qu'il a été emporté par la Covid-19.

6. Benjamin Mkapa (Tanzanie)

Il est décédé le 23 juillet 2020 à l'âge de 81 ans dans un hôpital de Dar es Salaam.

7. Hosni Moubarak (Egypte)

Il est décédé à l'âge de 91 ans à l'hôpital militaire Galaa, au Caire le 25 février 2020.

8. Moussa Traoré (Mali)

Moussa Traoré est décédé le 15 septembre 2020 à 83 ans à Bamako. Il a dirigé le Mali durant plusieurs années avant d'être renversé par Amadou Toumani Touré

9. Sidi Ould Cheikh Abdallahi (MAURITANIE)

Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi est mort à Nouakchott le 23 novembre 2020 à l'âge de 82 ans.



En raison de l'indisponibilité de dernière minute de la salle du Mémorial Modibo Keita, la Conférence de presse du M5-RFP du mardi 22 décembre 2020 se tiendra à l'immeuble Bittar sur la route de Songoniko, à 16h30.



YERI Bocoum

#YBC/ Amara Sylla Juriste Chercheur
La cour constitutionnelle vient de me donner raison en rejetant le Règlement intérieur du CNT proposé par le CNSP. J'avais dit que la cour constitutionnelle allait rejeter le règlement entaché d'irrégularités au mépris de la séparation des pouvoirs et autres etc.... Le mensonge ne peut pas courir longtemps



#YBC/AMARA SYLLA
MARCHE PACIFIQUE À BADIANGARA INSTANT!!!
Les premières images de la marche Pacifique organisée par la société civile de Bandiagara pour réclamer leur droit à savoir la présence des Famas et la sécurité des personnes et de leurs biens.



Radio Guintan

CNT : La cour constitutionnelle rejette la qualité du député et la nomination des questeurs par un décret.
AHD Radio Guintan



ALERTE | PÉAGE DE ZANGASSO ATTAQUÉ

Le péage de Zangasso attaqué.
Selon les sources locales, le péage de Zangasso était encore la cible d'attaque ce dimanche 20 décembre 2020..La localité est située à quelques 35 kilomètres de Koutiala en allant vers Sikasso.
À suivre d'autres détails
Rédaction / Koutiala Observateur Infos



Figaro du Mali
1 m • 🌐

Urgent: La SE chez Ras Bath
Deux individus viennent de se présenter chez le porte parole du CDR, Ras Bath.
Ils se seraient présentés comme agents de la sécurité d'Etat.
Ils lui ont instruit de les suivre. Pour l'instant, nous ne savons pas leur destination.
A suivre
Bureau National CDR

Conséquence de la grève de 5 jours de L'UNTM : L'État perd plus de 150 milliards de F CFA



« La grève de 5 jours de l'UNTM a pour conséquence un manque à gagner pour l'économie malienne de 150 milliards de FCFA ». C'est du moins ce qu'estime Modibo Mao Macalou, économiste.

Après cinq jours de grève, l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), a repris ce lundi matin le travail. La grève a été un franc succès, selon certains membres de la Centrale syndicale dans la mesure où tous les syndicats affiliés, voire des non-affiliés à l'UNTM l'ont observée. Elle a été une réussite, parce que l'administration d'Etat a été paralysée en ce sens que des corporations non membres de l'UNTM n'ont pu travailler parce que la plupart du personnel d'assistance ont suivi le mot d'ordre de grève. C'est le cas par exemple des Tribunaux qui n'ont pu tenir d'audiences publiques à cause de l'adhésion des secrétaires et greffes de Parquet à la grève.

Côté finances, la grève n'a pas été sans conséquence sur les finances du pays. Modibo Mao Macalou que nous avons joint au téléphone a affirmé qu'une grève générale de l'Union nationale des travailleurs du Mali de 5 jours « paralysera l'économie du pays qui était déjà fragilisée par la crise sécuritaire et sanitaire auxquelles s'ajoutent une crise économique, alimentaire, humanitaire et maintenant politique et sociale ». L'Etat, dira-t-il, avait déjà un manque à gagner d'environ 500 milliards FCFA en juin 2020. « Maintenant avec la grève de 5 jours de l'UNTM, le manque à gagner pour l'économie malienne pourrait se situer à 150 milliards de FCFA », a estimé l'économiste.

Les autorités de la Transition se doivent de revenir à la raison et entamer de vraies négociations avec l'UNTM pour éviter d'autres hémorragies financières surtout que le projet d'ordonnance de la Loi de finances 2021, adopté en conseil des ministres le mercredi 16 décembre 2020, a évalué le déficit budgétaire en 2021 de 653 milliards F CFA.

Dans ces conditions, Bah N'Daw a l'obligation de faire foi en la raison afin de trouver un terrain d'entente avec l'UNTM. Là également un bras de fer avec les travailleurs serait suicidaire.

A.S. / Source : Arc en Ciel

Mali : Les prétentions sécuritaires de la CMA sont-elles légitimes ?

Il y a quelques temps, avec plus ou moins de succès, la CMA s'est positionnée comme acteur de la paix dans plusieurs villes du Nord au travers de programmes tels que « Ménaka Sans Armes », ou « Tombouctou Sans Armes ».

Ces prétentions sécuritaires sont-elles vraiment légitimes alors qu'il y a deux mois maintenant, à Kidal, trois enseignants ont été sauvagement agressés et que les incidents violents sont monnaie courante sans que quiconque ne soit inquiété. Plus encore, très régulièrement, des engins explosifs sont déposés dans les environs de Kidal pour nuire aux forces de sécurité sans que la CMA ne réagisse.

Pourtant, ce groupe signataire, qui, dans le cadre de l'APR, siège aux négociations pilotées par la MINUSMA, se présente comme irréprochable et ne manque pas de vanter son efficacité sécuritaire.

Ironie de la situation, c'est à partir de cet argument qu'elle présente le Nord Mali comme modèle d'implantation sécurisée des écoles, les enseignants tabassés apprécieront.

En revanche, elle passe prudemment sous silence son inaction contre les poseurs d'IED. De deux choses l'une, soit la CMA n'est pour rien dans ces incidents sur Kidal et ses environs et alors elle démontre avec force son incapacité à gérer la violence où qu'elle soit, ou alors, ce qu'on n'ose croire, elle est tacitement complice et montre toute sa duplicité.

Comment la CSMAK, qui est la police kidalaise de la CMA, est-elle incapable de mener des enquêtes pour attraper les voyous qui sévissent en ville et aux alentours ? Comment la CMA qui est censée maîtriser le terrain de l'Adrar des Ifoghas n'est-elle pas en mesure d'appréhender les poseurs de mines dont on sait que ce sont des agents du JNIM ? Dans ce contexte, pour être crédible, il serait heureux que la CMA se positionne sans ambiguïté, par des actes concrets et pas seulement des paroles, contre les terroristes du JNIM. Comme on ne confie pas son bouc à l'hyène, on ne confie pas sa sécurité à une organisation sur laquelle on a des doutes.

Idrissa Khalou @IKhalou



Lutte contre le covid-19 (1) : 500 milliards de francs CFA partis en fumée



Sous le règne d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), 500 milliards de F CFA ont été débloqués pour lutter contre le COVID-19. Hormis le président de la République et son Premier ministre Boubou Cissé, personne n'a vu la couleur de cette faramineuse somme d'argent. Où sont donc passés ces fonds qui peuvent constituer un trésor de guerre pour le Mali en proie à une insécurité généralisée et en guerre pour récupérer l'argent planqué par le régime IBK dans les paradis fiscaux ? Selon les murmures de Bamako, l'argent planqué d'IBK en Arabie Saoudite s'élèverait à 700 milliards de francs CFA. Est-ce une partie de nos sous détournés qui est déposée en Arabie Saoudite ?

Focus : Présidence de la République et à l'Assemblée nationale du Mali : des journaux réclament les arriérés d'abonnement L'ancien président, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), n'a pas voulu régler sa note envers les journaux qui ont un contrat d'abonnement avec la présidence. Plusieurs organes ont des arriérés d'abonnements de journaux d'un à trois ans à la présidence de la République. Ils ont remué ciel et terre auprès de la Direction de la communication de la présidence pour rentrer dans leur droit. Impossible. On ne sait pas qui fait quoi à la Direction de la Communication de la présidence de la République. À l'Assemblée nationale du Mali, aucune volonté ne s'est encore manifestée pour le paiement des arriérés.

Source : L'Inter de Bamako

Coopération militaire : Le ministre de la défense et des anciens combattants rencontre son homologue du Portugal

Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le colonel Sadio Camara, s'est entretenu le dimanche 20 décembre 2020 sur la situation sécuritaire de notre pays et du Sahel en général avec le Ministre portugais de la Défense, Jeao Gomes CRAVINHO qui séjourne dans notre pays. La rencontre s'est déroulée dans la salle de conférences du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

A sa sortie d'audience, CRAVINHO a indiqué que c'était une visite de courtoisie au cours de laquelle la lutte contre le terrorisme a constitué l'épicentre de leur entrevue.

Il a signalé que la lutte contre ce phénomène n'est pas seulement malienne, mais internationale. Le Ministre portugais précise que son pays sera à la tête de l'Union Européenne à partir du 1er janvier 2021.

Gossi : Des milliers de déplacés affluent vers la commune



La commune de Gossi fait face à une situation humanitaire plus que grave depuis un certain temps. Un fait causé par les affrontements meurtriers auxquels se livrent le JNIM et l'EIGS pour le contrôle du Gourma. S'y ajoutent les opérations militaires de la force française qui semblent donner un net avantage aux éléments du JNIM malmenés par ceux de l'EIGS. Avec cette situation, la commune de Gossi commence sérieusement à souffrir de la faiblesse de sa capacité d'accueil. Parmi les différents sites qui accueillent ces milliers de déplacés internes figurent entre autres Hanfa, Lohordi, Gantouré, Boulikissi, Tinassamame, Eknewane, Tinordane, Abindiri, Gandafabou, Tintabakate, Tatararate, Diaye, Tinanou.

Afin de regagner ces endroits, ces personnes en détresse se déplacent à dos d'ânes, à dos de chameaux et parfois même à pied. Le moindre que l'on puisse dire c'est qu'elles ont besoin de plusieurs appuis qui ne peuvent être fournis que par l'Etat et ses partenaires. En plus de l'assistance alimentaire et humanitaire, il leur faut aussi la sécurité. Signalons que ces déplacés fuient les violences dans le dénuement le plus total abandonnant tout derrière eux. Les arrivées sont enregistrées presque tous les jours dans cette partie du Gourma non loin de la frontière burkinabé où les affrontements entre ces deux groupes se poursuivent. Déjà, il n'y a presque plus de vie dans plusieurs localités. Outre les citoyens venant de l'intérieur, cette commune enregistre aussi les arrivées de rapatriés des camps de réfugiés au Burkina Faso. Eux également sont pris entre deux feux puisqu'en plus des incursions, il y a aussi des opérations militaires.

Source : Kibaru



Dans ce sens il fera tout pour que la communauté internationale aide le Mali durant cette période transitoire.

Source : Forces armées maliennes



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP



OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

===000===

SECRETARIAT GENERAL *df.*

===000===

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

===000===

Bamako, le 11 décembre 2020



COMMUNIQUE DE L'OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE (OCLEI)

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que le Conseil de l'OCLEI a décidé, le 10 décembre 2020, de transmettre au Procureur du Pôle économique et financier de Bamako deux dossiers de cas présumés d'enrichissement illicite concernant un ancien ministre et un ancien maire.

Le Président de l'OCLEI précise que d'autres dossiers sont en cours de traitement et feront l'objet de transmission à la justice.



Le Président,

Moumouni Guindo
Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Abdoul Wahab Diakité, président de la coalition PCQVP : « L'Etat n'a jamais tiré de leçons dans la prévention des pandémies au Mali »

Après les mesures de riposte et de prévention annoncées par le gouvernement du Mali contre la Covid-19 et en faveur de la protection des populations maliennes, la Coalition Publiez ce que vous payez (PCQVP-Mali), une organisation de la société civile, est passée sur le terrain pour constater de visu leurs impacts. Au cours d'une conférence de presse organisée le mercredi, 16 décembre 2020, à la Maison de la Presse, elle a partagé avec les journalistes les résultats de son diagnostic.



L'enquête dénommée « Diagnostic du niveau de soutien reçu par les centres de santé de Bamako et des collectivités abritant les sites miniers du Mali en termes d'appui de l'Etat et des partenaires du Mali pour faire face à la Covid-19 », a été faite avec l'appui technique et financier d'Oxfam Mali. Selon le président de la coalition PCQVP-Mali, Abdoul Wahab Diakité, l'objectif de cette étude est de contribuer à la transparence de la gouvernance du fonds Covid-19 par l'évaluation de l'impact des mesures sociales du gouvernement sur les structures de santé et des communautés abritant les sites miniers du Mali.

Les zones couvertes par ladite étude sont les régions de Kayes, de Koulikoro et de Sikasso et le District de Bamako.

Au cours de l'enquête, les membres de la co-

alition sont passés, entre autres, dans les différentes Directions régionales de la santé des zones concernées, à l'hôpital Fousseyni Daou de Kayes, au CSCOM de Sadiola, au CHU BSS-Kati, au CS, Réf-Bougouni, au CSCOM de Sanso, à l'hôpital du Mali, à l'hôpital dermatologique de Bamako, à l'INSP.

L'enquête s'est déroulée du 4 octobre au 23 novembre 2020. Dans sa démarche méthodologique, la coalition a combiné les approches qualitative et quantitative.

Les données quantitatives ont été recueillies auprès de 100 personnels sanitaires et 50 individus au niveau des communes abritant les sites miniers.

Selon la coalition PCQVP, les conclusions ont démontrés que 68% du personnel sanitaire enquêté sont insatisfaits des conditions actuelles de travail au niveau des structures. «

76% des individus enquêtés dans les communautés ont reçu les kits d'hygiène et 84% ont reçu le masque de protection. Le niveau d'accès des communautés abritant les sites miniers aux mesures sociales du gouvernement est très insignifiant, car elles ne sont pas dans les zones de concession de l'EDM et de la Somagep », explique le président de la coalition. A l'en croire, à la date du 30 novembre 2020, sur les 137 395 335 712 F CFA du crédit Covid-19, un montant de 7 410 003 135 F CFA était encore disponible. « **Le montant engagé s'élevait à 132 539 657 774 F CFA** », indique le conférencier.

S'agissant du fonds de concours BMS initié par le gouvernement avec une prévision de 15 500 000 000 F CFA, la coalition regrette un taux de mobilisation faible estimé à 29, 72% à la date

du 30 juin 2020 soit 4 607 000 000 F CFA. Selon le président de la coalition PCQVP, ce faible taux de mobilisation des Maliens en faveur de la constitution de ce fonds de concours s'explique par le manque de confiance des populations quant à la transparence dans l'utilisation du fonds.

A l'en croire, la gestion peu transparente du fonds de solidarité en faveur de l'armée est restée dans la mémoire des Maliens. « **En plus, les autorités chargées de la gestion du fonds de concours Covid-19 avaient un moment cessé de donner des informations sur le fonds. Il faut que le droit à l'information publique soit une réalité au Mali** », a-t-il dit.

Par ailleurs, le conférencier a exprimé son mécontentement face à l'attitude du ministre en charge de la Santé qui aurait fait de la rétention de toutes informations pendant l'enquête en méconnaissance totale du rôle de la société civile. La coalition estime que malgré les précédentes pandémies connues par le Mali, l'Etat n'a jamais tiré de leçons en faveur de l'équipement des hôpitaux maliens. « **La coalition plaide ainsi que le fonds Covid-19 ne soit pas utilisé pour payer les salaires et les primes des agents de santé mais plutôt sert à l'amélioration du plateau technique sanitaire afin que tous les Maliens puissent se faire soigner convenablement au Mali** », souhaite le président de la coalition.

C'est dire que nous sommes en face d'atteintes graves au droit des Maliens d'être informés par leurs gouvernants sur l'utilisation du fonds dédié à la lutte contre la pandémie de la Covid-19 qui a fait plus 5442 victimes dont 180 décès à la date du 8 décembre 2020.

Aussi le droit d'accès des Maliens à des structures sanitaires adéquates est fortement atteint. La dénonciation de ce genre d'atteinte aux droits humains en ces temps de crise sanitaire mobilise actuellement sur le terrain le Réseau Média Droits de l'Homme (RMDH), dirigé par Boucary Daou et ses partenaires de la CNDH et de la DDHP-Minusma afin que les droits de l'homme soient respectés dans la riposte contre la Covid-19.

■ Ibrahim Sanogo

Canal University : Une opportunité offerte aux acteurs talentueux !

Le Directeur Général de Canal+ Mali, Moussa Thiémoko Dao, lors d'une conférence de presse, a annoncé que le projet Canal University est mis en place pour fédérer l'ensemble des acteurs et scénaristes de détection de talents. Pour lui, il s'agit de former gratuitement ces nouvelles recrues afin de valoriser la culture africaine voire malienne. Cette activité s'est déroulée en présence d'une pléiade d'hommes de média.



Cest le résultat d'un travail assidu que Canal+ Mali a initié ce concept, conçu depuis un an, pour le renforcement des capacités des jeunes talents au Mali et en Afrique. C'est pourquoi il a fait appel à l'artiste comédien du Faso, Issiaka Sawadogo, pour former ces 15 acteurs dans une série intitulée : « **Un dimanche à Bamako** », afin de s'appuyer sur les identités culturelles du Mali. Pour sa part, le Directeur Général de Canal+ Mali a souligné l'importance de ce nouveau projet. « **Canal University ne s'occupe pas seulement des talents. Elle s'occupe aussi de la formation et de l'accompagnement de notre structure. Toute chose qui est une innovation majeure** », a-t-il laissé entendre.

A cours terme, dit-il, ce projet veut refaire une vraie réussite dans l'espace culturel à travers une série purement malienne. A moyen et long terme, il s'agit d'offrir une opportunité à tous les acteurs qui ont été formés au cours de la réalisation de cette série de 56 épisodes.

Par ailleurs, l'international burkinabè, Issiaka Sawadogo, a souligné que leur objectif dans ce domaine est de former les jeunes acteurs.

« **Nous avons des modules de formation que nous avons mis en place. Cette for-**

mation que nous offrons, part de deux semaines à 6 mois », a précisé le formateur Issiaka Sawadogo.

Depuis trois ans, ce dernier a commencé à former des jeunes artistes. Selon lui, son centre a formé et encadré plus 600 personnes.

A cet égard, il a félicité Canal University pour le choix porté sur lui pour cette activité qui rentre dans le cadre de la formation des acteurs, qui bientôt feront leur baptême de feu dans la série Un dimanche à Bamako.

S'agissant de ce projet, il a indiqué que « **c'est à la demande des Africains que Canal+ répond à une préoccupation des pays francophones, qui manquent de scénaristes et de formations de l'audiovisuel** », a souligné Issiaka Sawadogo.

En termes de soutien, il a déclaré que les États africains doivent développer les talents des acteurs en les mettant dans les conditions de travail afin de booster la culture africaine. « **Nous demandons à Canal University de mettre à notre disposition les moyens de base pour que nous puissions former d'avantage les jeunes acteurs** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

G5 Sahel : Après trois ans d'existence, la force conjointe peine à convaincre



Une montée en puissance sans cesse reportée et des résultats en deçà des attentes: la force conjointe du G5 Sahel, coalition militaire régionale mise sur pied pour combattre les groupes jihadistes au sud du Sahara peine à convaincre de son efficacité, trois ans après sa création.

Composée de sept bataillons fournis par les cinq pays du Sahel (Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso, Mauritanie), cette force a pour mission de faire évoluer ensemble les soldats sahéliens, toutes nationalités confondues, contre une menace jihadiste transfrontalière.

Trois couloirs, ou "fuseaux" de 200 km de large de part et d'autre des frontières communes, "constituent (le) domaine d'opérations" de ces bataillons, installés dans leur pays respectifs, selon l'état-major de la force, qui programme leurs opérations.

Mais sur le terrain, ces bataillons, environ 5.000 hommes au total mais dont les effectifs réels restent flous, répondent plus à leur commandement national qu'à celui de la force conjointe.

"On ne sait pas quand ils prennent leurs ordres de leur état-major national ou du commandement de la force conjointe", explique une source militaire occidentale.

Lors d'une opération avec la force française

antijihadiste Barkhane fin 2019, des officiers burkinabé avaient indiqué à l'AFP avoir reçu l'ordre de Ouagadougou de ne pas traverser la frontière vers le Mali, alors que le principe de la force est justement d'avoir de la profondeur transfrontalière.

Rien n'indique que cela ait changé un an plus tard.

Aussi, les armées peuvent demander quand elles le souhaitent "à ce que les troupes reviennent pour assurer leur propres opérations", relève Ibrahim Yahya Ibrahim, de l'International Crisis Group (ICG).

– Forte dépendance –

Si plus de cinquante blindés ont été offerts par des partenaires comme l'Union européenne, la force du G5 manque toujours de matériels, de moyens financiers et de renseignements propres, ce qui la maintient dans la dépendance de ses alliés.

Au Mali, la mission de l'ONU (Minusma) livre cycliquement nourriture et carburant à des camps excentrés dont les éléments n'ont pas la capacité opérationnelle d'être autonomes. Début décembre, Barkhane a aussi été sollicitée pour escorter des soldats de Boulkessi, un camp isolé dans la brousse du centre du Mali, afin qu'ils puissent être relevés.

Lors de l'escorte, soldats français et maliens

sont tombés dans une embuscade jihadiste. "D'intenses coups de feu" ont été échangés, mais le "renseignement en permanence" et l'intervention de "l'aviation et des hélicoptères" de Barkhane ont permis à la colonne de rebrousser chemin sans victime, selon un compte rendu de l'état-major français.

Autant d'éléments que la force n'a pas: "Nous ne disposons pas de vecteurs aériens indispensables pour la lutte antiterroriste, ni de moyens technologiques de renseignement", reconnaît une source à l'état-major de la force du G5.

– 'Serpent de mer' –

Début 2020, lors d'un sommet à Pau (France) consacré à la sécurité dans le Sahel, le Tchad a promis l'envoi d'un bataillon dans la zone dite des "trois frontières", entre Mali, Niger et Burkina Faso.

Il devait être le premier bataillon déployé dans un autre pays que le sien. Mais l'annonce, faite à un moment charnière où l'allié français demandait un regain d'effort sahélien mais où N'Djamena faisait face à des attaques sur le lac Tchad, n'a pas été suivi d'effet.

Douze mois plus tard, ce "serpent de mer", selon l'expression d'un diplomate sahélien, reste d'actualité, affirme N'Djamena.

La projection du 8e bataillon "se prépare bien comme prévu", assure Cherif Mahamat Zene, le porte-parole du gouvernement tchadien. Il reconnaît toutefois qu'elle est suspendue à "un certain nombre de préalables" qui "font l'objet de discussions en cours" et dont il espère la conclusion "très prochainement".

La force conjointe "est victime des promesses" des partenaires "qui ont une exigence de résultats immédiats", regrette la chercheuse Niagalé Bagayoko, qui plaide pour la patience. Certes, les attaques jihadistes sont beaucoup moins nombreuses qu'il y a un an. Mais est-ce pour autant dû à cette "montée en puissance" si souvent annoncée?

"2020 a été une année où les armées ont pris le dessus" sur les jihadistes, convient Ibrahim Yahya Ibrahim. Mais le chercheur de l'ICG souligne qu'il y a "des périodes de haut et de bas". Est-ce que ça va durer? Ce qui est sûr, c'est que les groupes ne sont pas totalement anéantis", dit-il.

Source : AFP

Le ministre de la Défense et Anciens Combattants sur le terrain : **encourager et galvaniser les hommes, et recenser les besoins**



Ue ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara, en compagnie du Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Brigade Oumar Diarra et de plusieurs autres chefs militaires, vient de boucler une visite de terrain à Gao, Tombouctou et Mopti. Officiellement, ces rencontres avec la troupe visaient à constater de visu les problèmes, et d'autre part, à transmettre le soutien indéfectible des plus hautes autorités du pays aux FAMA dans la lutte contre le terrorisme.

A Gao, première étape de la visite, le ministre Sadio Camara a été accueilli par le Gouverneur de la région, le Général de Division Sidiki Samaké, et commandant du Théâtre-Est Maliko. Au cours de l'entretien qu'il a eu avec la troupe,

il a fait savoir que tous les moyens sont mis en œuvre pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des hommes engagés sur le terrain. Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants a loué les efforts déployés par les FAMA dans leur traque au quotidien contre les terroristes.

Occasion saisie par la troupe pour lui faire part de ses préoccupations dont, entre autres, l'intensification de l'entraînement au combat, le manque de moyens logistiques. Le ministre Camara, nous rapporte-t-on, a donné des réponses rassurantes sur les sujets évoqués. Il a ensuite partagé un repas de corps avec la troupe avant de se rendre, avec sa délégation, sur le Théâtre-Centre Maliko/Secteur Tombouctou.

Sur place, il a été accueilli au Camp Fort Cheik Sidi Bekaye par le Chef d'Etat-major de la Région militaire, le Colonel Idrissa Traoré, le Maire de la Commune et plusieurs officiers. Là également, il fera savoir qu'il apportait le soutien des autorités aux hommes pour leur dévouement dans la sécurisation de Tombouctou et du secteur 3 du Théâtre-Centre de l'Opération Maliko.

Après s'être imprégné de la situation sécuritaire du secteur 3 du Théâtre-Centre Maliko, le Colonel Sadio Camara s'est entretenu avec les hommes sur leurs préoccupations, essentiellement d'ordre matériel et de formation. Il a rassuré la troupe de l'engagement de son département, du président et de toute l'équipe de la Transition à travailler pour mettre l'armée

dans les meilleures conditions idoines de travail dans la lutte implacable que mènent les FAMa contre les forces du mal.

La Transition est une chance pour le Mali, selon le ministre, qui a en outre exhorté les FAMa à plus de cohésion pour stabiliser le pays. Le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Brigade Oumar Diarra, est revenu sur la nécessité de maintien de la discipline dans les rangs. Il a invité tout le monde au devoir et à la responsabilité. Des commandes et des formations sont en cours pour permettre aux FDS de poursuivre leur mission régalienne, a rassuré le Général de Brigade Oumar Diarra.

La délégation du ministre Sadio Camara a ensuite rendu une visite de courtoisie aux notabilités de la ville et aux forces partenaires (Barkhane, MINUSMA), avant de mettre le cap sur le Théâtre-Centre Opération Maliko/Secteur 4 (Sévaré). Après, Gao et Tombouctou, le ministre de la Défense et des Anciens Com-

battants, le Colonel Sadio Camara et sa délégation se sont rendus à la 6ème Région militaire (Sévaré) pour prendre contact avec la troupe et recenser les problèmes majeurs des hommes.

Il a saisi l'occasion pour transmettre le message de soutien, d'accompagnement et de salutation des plus hautes autorités du pays à ces hommes pour leur dévouement dans la lutte contre le terrorisme. Là également, les différentes préoccupations soulevées par les hommes ont trait au matériel, à l'amélioration de leurs conditions vie et travail, à la prise en charge des blessés de guerre...

Le Colonel Sadio Camara les a rassurés en indiquant que les autorités sont engagées pour apporter des réponses aux différents problèmes. Il a même annoncé que des équipements ont été reçus tout récemment pour renforcer les capacités opérationnelles des FAMa, et que d'autres seront acquis dans les jours à venir.

Une avancée qui, selon lui, témoigne de la volonté des autorités à doter l'armée malienne de meilleurs équipements pour qu'elle soit à la hauteur des attentes. Le ministre a prodigué des conseils aux hommes en leur demandant plus de responsabilité. Il a beaucoup insisté surtout sur la culture de l'esprit de corps, la solidarité, la discipline et l'unité, qui sont, selon lui, la base de toutes les forces.

Le ministre de la Défense et Ancien Combattants et sa délégation se sont aussi rendus à l'infirmerie du Camp Hamadoun Bocary Barry dit Balobbo pour s'enquérir de l'état de santé des blessés, pour ensuite visiter les nouveaux bâtiments en chantier du camp.

Au terme de sa visite, le Colonel Sadio Camara, tout comme à Gao et Tombouctou, a rendu une visite de courtoisie aux autorités coutumières, religieuses de la ville Mopti et aux forces partenaires du Mali, notamment la MINUSMA.

■ Yama DIALLO

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



A l'absence des forces vives : La transition pourra-t-elle résister ?

Toute entreprise dont le départ n'est pas bon mérite qu'on s'inquiète sur sa finalité. Cette vérité populaire sied bien à la situation dans laquelle notre pays est plongé aujourd'hui.

La chute du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), le 18 août 2020, à la faveur de l'intervention militaire à la suite des mouvements de contestations enclenchés par les forces vives de la nation regroupées au sein d'un mouvement dénommé: Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), avait suscité un vibrant espoir de changement chez les Maliens, l'espoir de voir renaître un Mali nouveau totalement débarrassé des pratiques propres à une autre époque, un Mali de paix et réconcilié avec lui-même, un Mali exerçant sa pleine souveraineté sur toute l'étendue de son territoire, bref un Mali où il ferait bon vivre. Mais, hélas ! De jour en jour, avec les agissements des nouvelles autorités militaires, il commence à naître dans l'esprit de bon nombre de citoyens un doute sérieux non seulement sur la capacité de celles-ci mais aussi et surtout sur leur volonté

réelle de combler cet espoir. Tout se passe comme si cette junte au pouvoir dispose d'un agenda autre que celui confié par la révolution populaire.

Loin de faire l'oiseau de mauvaise augure, il est évident aujourd'hui pour tout observateur averti, que les actes posés jusque-là par la junte ne sont pas de nature à susciter un quelconque optimisme, pire il commence à se créer chez les citoyens le sentiment d'assister impuissamment à l'instauration d'une dictature militaire qui viendrait enterrer sa démocratie acquise au prix d'énormes sacrifices. Au lieu de prendre la mesure de sa mission qui est de procéder à une gestion transparente et crédible de la transition incluant toutes les forces vives de la nation afin de poser les bases nouvelles pour une véritable refondation de notre pays, la junte militaire semble être

plutôt préoccupée à assoir son autorité. Dans sa volonté d'être la seule maîtresse à bord, elle se permet d'installer de façon unilatérale tous les organes de la transition sans consultation aucune ni aucun égard vis-à-vis des textes fondamentaux régissant cette transition écartant du coup de manière subtile du M5-RFP de qui pourtant elle détient sa légitimité.

En plus, face au front social en ébullition marqué par une série de grèves, au lieu de privilégier le dialogue, elle opte pour des pratiques contraires à toutes règles démocratiques, en témoignent les nominations abusives des militaires en remplacement des agents civils de l'administration en grève illimitée depuis plus d'un mois, d'une part; l'adoption récente en Conseil des ministres d'une loi modificatrice de la loi portant nomination des préfets, et sous-préfets pour l'élargir aux militaires et une proposition de communication soumise pour approbation par le ministre de l'Administration relative à l'annulation des décrets de nominations de certains agents civils occupant ces différentes responsabilités, d'autre part. À ceux-ci viennent s'ajouter ces propos menaçants et attentatoires aux droits de grève en République du Mali, tenus par le premier responsable du pays à savoir le président de la transition lui-même, son Excellence le colonel Ba N'Daw en terre ivoirienne devant la diaspora malienne à l'occasion de l'investiture du pré-

sident Ouattara pour son troisième mandat. En effet, si tout le monde s'accorde sur l'impérieuse nécessité de la réussite de la transition car dépendrait d'elle le futur proche de notre pays, il apparaît évident que ces comportements des militaires et surtout leur réaction face à la demande sociale ne semblent pas être de nature à générer un optimisme pour une transition réussie. Au contraire, ils favorisent plutôt l'émergence des pôles d'opposition dont la connexion risquerait de lui être fatale.

D'un côté, nous avons le M5-RFP devant lequel elle a déclaré publiquement être venue parachever son œuvre. Se sentant trahi à cause de sa gestion unilatérale et exclusive des affaires du pays, ce mouvement dont le rôle a été déterminant dans la chute du régime défunt n'entend pas rester bras croisés regardant lui échapper sa victoire conquise au risque de sa vie. Cette position, ses responsables ont tenu à la faire savoir à la faveur d'une conférence de presse tenue à cet effet, "Nous allons sortir pour imposer le véritable changement tant souhaité par les Maliens et pour lequel certains ont perdu la vie", dicit un haut responsable du mouvement.

Ensuite, nous avons les grévistes de l'administration civile qui n'ont eu comme réponse à leurs revendications, que mépris et remplacement de certains des leurs.

Et maintenant viennent s'ajouter la puissante centrale syndicale, l'UNTM, sans oublier les autres corporations qui ont tous le désir de se faire entendre, il s'agit entre autres des surveillants de prison, des agents de santé, des syndicats d'enseignants de l'enseignement supérieur qui, tous, ont reçu à leur tour menaces et intimidations.

Une autre mine sous les chaises des autorités de la transition est la montée en crescendo de l'insécurité et celle en puissance des forces djihadistes, obscurantistes à travers tout le pays.

Face cet état de fait, les citoyens maliens commencent à perdre confiance en cette junte pour assurer sa sécurité, une confiance pourtant indispensable pour la réussite de sa mission.

Avec plus d'une dizaine de préavis de grèves déposées sur sa table, d'après le ministre du Travail et de la Fonction publique porte-parole du gouvernement, les autorités militaires ne semblent pas mesurer tous les enjeux de cette grogne sociale, c'est pourquoi elles se lancent ainsi dans une aventure dont l'issue pourrait leur porter des préjudices irréparables.

En cas de connexion de ces différentes couches frustrées et si à cela s'ajoute le manque de confiance ne serait-ce qu'une partie du peuple, il va de soi que des interrogations légitimes soient posées quant à une

issue heureuse de cette transition dont le mandat est de dix-huit (18) mois à l'issue duquel doivent surgir les fondations d'un Mali nouveau tant attendu par des millions de Maliens.

Il est donc urgent, pour la junte qui a aujourd'hui en main la destinée de ce pays, de se ressaisir pour sortir des petits jeux qui ne serviront qu'à la nuire. Si elle veut une issue honorable à cette noble tâche qui est la bonne gestion de la transition, elle se doit de comprendre que cela ne peut se réaliser qu'en respectant les lois qui régissent cette transition. Elle se doit de sortir de cette gestion unilatérale et exclusive, rompre avec cette stratégie de menace et d'intimidation qui n'ont rien apporté jusque-là au contraire qui contribue à envenimer une situation déjà au bord de l'explosion. Elle se doit de laisser de côté son orgueil de militaire pour aller à l'écoute du peuple qu'elle est appelée à servir. Elle doit comprendre et intégrer cela dans sa tête et dans ses attitudes comme quoi en cette ère de démocratie l'autoritarisme militaire n'a plus sa place, que seuls prévalent, le dialogue et la négociation.

**Daouda DOUMBIA /
Source : L'Inter De Bamako**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Avant-projet de loi sur le genre : La ministre Bintou Founé dans le viseur du HCIM

Sur invitation de la Fondation HERE, le Haut conseil islamique du Mali (HCIM) a participé le 10 décembre 2020, à un plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur les violences basées sur le genre, à Bamako. Cet atelier était placé sous le parrainage du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Quelques 10 jours après la tenue de cette rencontre, les responsables du HCIM sont en état d'alerte. En ligne de mire, certaines dispositions de l'avant-projet de loi jugées attentatoires aux textes sacrés ; notamment celles relatives à l'héritage, à l'homosexualité, à l'excision.

Pour mettre en garde les initiateurs de cette loi, les responsables du Haut conseil islamique du Mali ont décidé, ce samedi 19 décembre 2020, de mettre en place une Commission de réflexion sur le texte en question. Cette Commission va examiner, article par article, l'avant-projet et dégager la position de l'islam.

La cérémonie de mise en place de ladite Commission était présidée par Le Président du HCI, Ousmane Cherif Madani HAIDARA, en personne. C'était en présence du Mamadou DIAMOUTANI, secrétaire général du HCIM ; de la présidente de l'UNAFEM, Mme DIAKITE Kadia TOGOLA ; ainsi que plusieurs autres personnalités du Haut conseil islamique.

Au cours des Travaux, la présente déclaration a été lue par Mamadou DIAMOUTANI, secrétaire général du HCIM: "Nous avons, au Haut conseil islamique du Mali, reçu le jeudi 10 décembre 2020 une invitation de la Fondation HERE, pour participer à un plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur les violences basées sur le genre. Cet atelier était placé sous le parrainage du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Au Haut conseil islamique du Mali, nous avons attaché beaucoup d'importance à cette invitation. Nous avons été représentés par deux personnes. Et nous avons reçu à l'issue de cet atelier le texte de l'avant-projet.

Nous avons décidé au niveau du Haut conseil islamique du Mali de mettre en place une Commission de réflexion sur le projet. Cette



Commission va examiner, article par article, l'avant-projet et dégager la position de l'islam, comme nous l'avons fait exactement au sujet du Code de la famille, il y a de cela quelques années (2009).

Nous respectons au Haut conseil islamique, toutes les démarches qui concernent les femmes en matière de leur protection. Comme l'islam nous a recommandé, nous respectons les femmes comme notre religion nous l'a recommandé.

Mais au Haut conseil islamique, nous serons très attentifs par rapport à tout ce qui, au-delà de cette question, toute question qui va être incluse dans le projet et qui va au-delà de ces considérations. Donc, le moment venu, le Haut conseil islamique du Mali donnera sa position".

Selon certains intervenants, le présent avant-projet de loi présente beaucoup de similitudes avec le code de la famille qui avait été rejeté par la communauté musulmane du Mali en 2009.

Mais, ce qui inquiète davantage les responsables du HCIM, c'est la volonté des initiateurs de cette loi, notamment le Ministre de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Bintou Founé SAMAKE, de faire adopter le texte avant la fin de la transition.

A la suite de cette déclaration, le Chérif Ousmane Madani HAIDARA a ajouté que ce n'est pas la première fois que HCIM donne son opi-

nion sur cette question qui constitue une atteinte à l'islam. Par exemple le fait de fixer l'âge du mariage de la fille à 16 ans au lieu des 18 ans réclamés par les organisations des droits de l'homme a fait l'objet de consensus par le passé. C'est pourquoi, il s'est dit surpris de voir que la question revienne à l'échelle du monde. Il a rappelé qu'une polémique pareille a éclaté en Tunisie suite à la volonté des autorités de mettre la fille et le garçon sur le même pied d'égalité en matière d'héritage. Face à cette situation, il a estimé que le rôle des experts sera capital pour une réaction efficace du HCIM sur cette question.

Toutefois, il a invité la communauté musulmane au calme et à la sérénité.

En tout cas, le HCIM, a-t-il fait savoir, reste sensible à toutes les questions relatives au respect des droits de la femme.

Le Chérif Ousmane Madani HAIDARA a insisté sur le fait que ce n'est qu'un avant-projet de loi. De ce fait, il a invité les organisations musulmanes à la retenue en attendant la fin des travaux de la Commission. «Si par la suite, nous constatons que les préoccupations de la communauté musulmane n'étaient pas prises en compte, nous allons prendre les décisions qui s'imposent», a-t-il averti.

Par Abdoulaye OUATTARA /
Source : INFO-MATIN

Dérives totalitaires : Cheick Sidi Diarra appelle les Maliens à prendre leur destin en main

Malikilé l'a dit, redit et dénoncé à maintes reprises : les acteurs de la transition en cours sont là pour tout sauf pour le Mali et son devenir, et ne se préoccupent nullement des maliens. Face à l'incurie de cette équipe transitoire, il faut, cela aussi Malikilé l'a dit et redit, que les Maliens se lèvent, dans un sursaut national, pour reprendre l'initiative et prendre les choses en main pour donner corps et âme au changement tant voulu et pour lequel IBK et son régime ont été chassés. L'heure du réveil a-t-il sonné ?

Nous ne saurions le dire, mais des voix commencent à se lever et à s'élever, parmi lesquelles, outre celle des responsables du M5-RFP qui ne s'est jamais tue, celle de l'ancien ambassadeur Cheick Sidi Diarra. Celui-ci invite en effet les Maliens, dans une tribune intitulée : « Une militarisation rampante d'un régime qui venait pour parachever la Refondation : CE QUE JE PENSE : LE SILENCE COU-PABLE », à se lever pour prendre en main leur destin volé par une soldatesque assoiffée du pouvoir ! Lisons plutôt !

« À quoi devrait servir un militant s'il abdique son devoir de se battre contre l'injuste ? À quoi sert un intellectuel s'il abdique son devoir de dénoncer et de se dresser contre les tentacules qui étouffent l'Etat et sa raison d'être. À quoi auront servi les assauts sans fin contre le régime défunt, qui a d'ailleurs fini par céder ? D'ailleurs, pourquoi les populations se sont-elles levées contre la toute-puissance du régime défunt ?

Le clanisme, la gestion patrimoniale, l'exclusion de pans entiers de la nation de la gestion du pays, de la corruption, la gouvernance de prédation, l'aventurisme sécuritaire ont-ils disparu ? Nous avons osé revendiquer ce qui nous appartient : la prise en main de notre destin. En avons-nous joui ? Que non ! S'il est une chose que personne ne peut reprocher au régime passé, c'est la préservation de la liberté d'expression. En jouissons-nous toujours ? La réponse nous en sera apportée dès ce soir à minuit (ndlr : le 19 décembre), au nom d'un état d'urgence sécuritaire décrété au nom de



l'état d'urgence sanitaire ! On nous réduit au silence. Mais bien avant cela, on s'était déjà tus, tétanisés par la peur ou par l'appât des postes ou simplement par apathie ? Nous avons eu la naïveté de croire au changement. Nous en apprenons les conséquences à nos dépens aujourd'hui. Toute la machine de la transition a été mise en place par la ruse et dans l'opacité. Et jusqu'à la fin, nombreux sont ceux qui ont patienté et espéré que la transition serait inclusive. Ils ont observé le mutisme le plus absolu dans l'espoir de contribuer à sa réussite, souvent de bonne foi, pas toujours.

Les autres, qui, emportés par leur crédulité ont apporté des contributions écrites pour soutenir la promesse d'une "transition civile" pour faire la "refondation" de la nation y ont perdu leur virginité. Ces naïfs avaient espéré contribuer, non pas par désir de récompense ou de reconnaissance, au redressement de notre nation enfoncée dans la boue. Mais c'était sans compter avec le cynisme des nouveaux maîtres des lieux. Rien n'y fait. Les dirigeants du moment n'en ont cure. Ils n'ont pas besoin d'intellectuels, pas plus besoin de militants ni même de bâtisseurs, encore moins du citoyen lambda.

Ils ont besoin d'hommes et de femmes liges

pour remplacer un système prédateur par un système qui ordonne, qui enjoint, impose, prescrit, décide en cercle fermé de notre destin, en excluant les pans entiers de la Nation des choix qui vont pourtant l'engager pour une génération au moins. Les temps sont révolus où on pouvait tourner la baïonnette de son fusil contre son peuple. Ils sont révolus les temps où on imposait par injonction.

Nous ne pouvons observer cela en silence. Aucune attente, aucune compromission, aucun espoir illusoire ne peut justifier que les intellectuels, que les militants, que les bâtisseurs, que le citoyen lambda demeure silencieux devant l'hydre qui nous entraîne dans les abysses. Nous ne rompons pas ! Nous réclavons notre droit de prendre une part responsable dans la définition de notre futur.

Nous voulons que notre nation cesse d'être le ventre mou de la région et du reste de la communauté internationale. Nous voulons cesser d'avoir honte pour notre pays. Nous ne voulons pas être des cobayes d'une expérimentation par des apprentis sorciers. **NOUS RÉCLAVONS LE REDRESSEMENT DE NOTRE TRANSITION POUR SAUVER NOTRE PAYS, le Mali ».**

■ Yama DIALLO

PR Oumar MC Koné : « Mali Kura »



Dès son élection en 2013 comme président de la république, Ibrahim Boubacar Keïta, IBK, a mis en place un système de prédatons fondé sur la corruption et l'impunité qui ont gravement impacté l'ensemble des secteurs de la vie sociale, économique, politique, administrative, culturelle et surtout sécuritaire du Mali, voire de la sous-région.

Son slogan de campagne « Le Mali d'abord » s'est traduit au cours de son pouvoir par « ma famille d'abord ». La famille et les proches d'IBK, ont ainsi érigé un véritable système de captation des richesses nationales, de mainmise sur l'appareil d'État et l'administration publique, de prise d'intérêts personnels dans tous les secteurs économiques et financiers du pays.

Ce népotisme, jamais égalé dans toute l'histoire du Mali, va empêcher l'État d'assumer ses missions régaliennes de sécurité et de développement, et a conduit le Mali au bord du gouffre en compromettant ainsi la sécurité et la stabilité dans tout le Sahel.

L'immixtion flagrante des parents et proches d'IBK dans le fonctionnement de l'État a

conduit à une perte totale du contrôle de la gestion économique et de la sécurité du pays. Les détournements massifs des fonds alloués aux institutions, y compris aux Forces de défense et de sécurité pour un pays en guerre et sous perfusion internationale se sont multipliés sans aucun scrupule sous le régime d'IBK.

L'instrumentalisation de la crise du nord qui s'est étendue peu à peu au centre du pays et touchant même une bonne frange du sud, a démontré à suffisance l'incapacité totale du régime de IBK à faire face aux enjeux multiples qui s'imposent au Mali depuis près d'une décennie.

L'insécurité galopante, le terrorisme et les attaques des djihadistes sur de paisibles populations conjugués aux trafics en tout genre ont finis par saper la représentation et le rôle de l'État laissant ainsi les terroirs entiers abandonnés et sinistrés.

L'intégrité du territoire étant fortement remise en cause par les groupes armés séparatistes, les attaques terroristes contre les forces de défenses et sécurité, plusieurs les villages brûlés et détruits, va hélas engendré la créa-

tion, de milices ethniques, aggravant sans conteste le cycle de violence et le nombre des victimes, de déplacés et de réfugiés. Ainsi, la terreur et la politique de la terre brûlée par les terroristes vont entraîner la grande misère de plusieurs populations en milieu rural, qui sans défense, sans secours finiront par se soumettre et adouber les djihadistes afin de préserver leurs vies.

Le laxisme de l'ancien régime à combattre le terrorisme et ses accointances avec les djihadistes ont finalement été propices à l'expansion de la crise vers les pays voisins ce qui fait du Mali le maillon faible dans la stabilisation de la sous-région ;

L'absence de l'État sur la majeure partie du pays, plus de 1000 écoles fermées, les marchés interdits aux populations, des champs agricoles brûlés, les axes routiers coupés par des bandits avec son lot de déplacés et de réfugiés sous d'autres cieus, ont mis à nu l'incapacité du régime de IBK à sauver le Mali contre une disparition programmée.

Par ces faits, le régime se complaisant dans l'organisation des disparitions forcées, les arrestations et les incarcérations arbitraires sans compter les violations multiples de la Constitution, a perdu toute confiance du Peuple et même celle de la Communauté internationale.

Face à ce ressenti de l'impuissance de l'État, la réponse du corps social s'est manifestée par l'organisation et la structuration des acteurs très variés à travers un grand mouvement populaire, démocratique et laïc pour exiger le départ de l'ancien Président de la république et son régime.

A l'appel d'EMK le 30 mai 2020 sont venus rejoindre le mouvement de la contestation contre le régime d'IBK, la Coordination des Mouvements et Association de Soutien à l'imam Mahmoud DICKO, CMAS et le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, FSD. Ces trois entités appelées « TROÏKA » ont été rejoint par plusieurs associations, mouvements, partis politiques et personnalités de la société civile pour un objectif commun, mettre fin au régime d'IBK et préparer l'avènement d'un Mali Koura, un nouveau Mali.

QU'EST-CE QUE LE MALI KOURA ?

Le Mali koura est tout d'abord une idéologie politico-sociale qui est en complète rupture



avec les anciens systèmes de gouvernance mises en place depuis le 19 novembre 1968 au Mali.

Ces anciens régimes basés sur le népotisme, le clientélisme, la petite et la grande corruption, les détournements massifs du denier public, la délinquance financière, et l'impunité totale à tous les échelons, ont engendrés une culture de gouvernance abjecte et antipatriotique.

Pendant près de trois décennies, le Mali présentera une démocratie factice et une gouvernance destructrice de tous les embryons de progrès de développement mis en œuvre par les pères de l'indépendance sous le leadership du Président Modibo Keita.

Depuis la chute du régime socialiste de la première république par un coup d'État militaire, le Mali a commencé sa descente aux enfers marquée par l'impréparation de la soldatesque corrompue et autoritaire à gouverner, des politiciens véreux sans foi ni loi, des chefs religieux corrompus jusqu'à l'os préférant la monnaie sonnante et trébuchante que prêcher l'écriture des livres saints.

A ces maux endogènes, une politique de prédation conduite par les puissances étrangères a été placée sur la tête des gouvernants successifs comme une épée de Damoclès pour exécution aux dépens des propres intérêts du

Mali.

Cette politique néocoloniale à travers les « plans d'ajustement structurels » à mis sous coupe réglée tout processus de développement et a maintenu le pays sous la dépendance étrangère et le peuple dans la misère profonde sans lueur d'espoir.

Ainsi, le pays va être déstabilisé par une nième rébellion Touareg à partir de 2012, montée et financée par des puissances extra africaines. L'absence de l'État sur des pans entiers du territoire national a permis aux terroristes, djihadistes, bandits et trafiquants en tout genre de poursuivre leurs activités criminelles.

L'unité et la cohésion des populations vont volées en éclats par les attaques meurtrières des séparatistes Touaregs et leurs alliés de circonstance financés et instrumentalisés par une puissance extra-africaine.

Cette nébuleuse de criminels suivant le principe de vases communicants se transforme en une multitude de tentacules de groupes armés dont les objectifs sont différents et anachroniques.

Les uns, plus prébendiers que philanthropes, sont attirés par l'attractivité des ressources minières du sous-sol malien, les autres sous le couvert de l'islam s'adonnent à des pratiques criminelles condamnables par toutes les religions du monde et, dont l'objectif réel

est la prise du pouvoir pour dominer un peuple en l'acculturant davantage : la création d'un Etat islamique.

La troisième catégorie rassemble des trafiquants et criminels qui ont installé le chaos dans le nord et le centre pour poursuivre leurs business illégaux de trafics de drogue, de cigarettes et d'humains.

Prenant conscience des divers massacres et crimes contre l'humanité perpétrés contre des populations civiles non armées, d'un pouvoir public incapable, incompetent et naviguant à vue dans une servitude volontaire antinationale, le peuple malien s'est mis debout dans un sursaut national et existentiel à travers un mouvement populaire inédit et initié par le cinéaste Cheick Oumar Sissoko pour donner naissance au mouvement du 5 juin- rassemblement des forces patriotiques, M5-RFP.

A travers une lutte acharnée et déterminée durant des mois, le M5-RFP a chassé du pouvoir l'ancien président de la république, Ibrahim Boubacar Keita, dont la gouvernance n'a été qu'une suite de fiascos de libéralités « patricides » et de népotisme dans la gestion de l'État, de la défense et sécurité. La protection de l'intégrité du territoire a été abandonnée dans une capitulation volontaire devant des puissances étrangères dont les intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux du Mali.

Sur le tard, dans les derniers jours du régime agonissant de IBK, de jeunes officiers militaires sont venus par un coup d'état parachever disent-ils la lutte du M5-RFP le 18 août 2020.

Dans l'extase de la victoire pour le changement, le mouvement populaire s'est fait piégé et écarté de la mise en place des organes de la transition avec la duplicité sans équivoque de celui même qu'il considérait comme son « autorité morale » in fine mue en « autorité vénale ».

La trahison de l' « autorité morale » au-delà de l'ajournement pour le changement présente un aspect immoral pour la mémoire des jeunes gens tombés sous les balles en protégeant la maison et la mosquée du leader politico-religieux multifacettes et consumériste qui tisse sa toile comme une araignée à des fins personnelles en troquant le chapelet contre des postes ministériels et du cash.

La CMAS et son autorité vénale ont foulé au pied tous les principes moraux pour se ranger du côté des putschistes détenteurs du pouvoir de la transition afin de bénéficier du luxe et du sacre comme des larrons en foire.

Puisque dans toute révolution, il faut s'attendre aux trahisons, aux déceptions avant d'atteindre l'objectif visé, Espoir Mali Koura, cofondateur du M5-RFP, a pris l'engagement devant le peuple malien d'écrire et d'expliquer l'idéologie du Mali Koura, le nouveau Mali.

L'IDEOLOGIE DU MALI KOURA

Espoir Mali Koura est avant tout une école de veille citoyenne. Pour assumer cette responsabilité et forger la bonne gouvernance par les hommes et les institutions, Le Mali koura ne se fixe aucune limite et donne à cette voie toute l'implication du peuple légitime et souverain pour la construction nationale. Plusieurs approches permettent de définir et de cerner l'idéologie du Mali Koura comme une transformation dans le domaine de la citoyenneté, du travail, de la politique et de la gouvernance. De ce point de vue le travail reste une valeur centrale pour l'amélioration des conditions de vie des citoyens et l'exercice du pouvoir politique au profit du peuple.

Au-delà de l'idée clef de la refondation de l'État, le Mali Koura se donne comme expression la pluralité, le façonnage d'un citoyen nouveau exemplaire. L'objectif principal vise la

construction d'un Mali nouveau fondé sur l'intérêt général et toujours organisé dans la défense de la nation dans un rapport équilibré de justice entre l'État et le citoyen.

Ce nouveau paradigme repose fondamentalement sur une chaîne de valeurs culturelles et historiques du Mali.

Par ailleurs, il faut considérer trois composantes qui caractérisent le Mali Koura dans des proportions variables entre-elles et, qui sont la solidarité, la justice égale pour tous, un territoire unique et indivisible.

La première composante, la solidarité malienne, africaine, nous vient du fond des âges depuis la formation de la famille, « fourou siri », le mariage. Au-delà de l'établissement d'un lien de parenté entre deux individus de patronymes semblables ou différents, cette union installe la solidarité dans le couple et par extension à la famille et la société.

La justice égale pour tous est la seconde composante qui induit une responsabilité assumée, la défense des droits de chaque citoyen mais également l'exigence dans l'accomplissement des devoirs de tous et de chacun. Elle aboutit dans un rapport harmonieux de coexistence pacifique entre les individus et, entre le peuple et l'État.

La troisième composante, l'intégrité du territoire est un principe sacro-saint, intangible, lié aux établissements humains ayant donné naissance au Mali dans ses contours et ses frontières reconnus par la Communauté internationale. Le territoire est un corps historique et spatial qui forge les modes de vie et représente l'identité culturelle et nationale du malien.

Sans être exhaustif, la veille citoyenne est une doctrine sociale de bonne gouvernance adoptée dans l'idéologie du Mali Koura.

En résumé, le Mali Koura est un ensemble de concepts et de valeurs pour aller au changement de gouvernance et de citoyenneté par rapport aux anciens systèmes spoliateurs, immoraux et néfastes pour le peuple malien. Le Mali Koura est basé sur une idéologie révolutionnaire où il faut mettre l'homme à la place qu'il mérite par sa compétence, son travail, dans une gouvernance vertueuse et transparente.

Le Mali Koura s'efforcera de façonner un nouveau citoyen malien pétri des valeurs culturelles endogènes positives et des principes du patriotisme, de la république, de la démocratie

et la laïcité.

Son slogan pourrait être « l'égalité des chances pour chacun et pour tous dans la justice, le développement et le progrès social ». Le Mali Koura est également une idéologie de rupture par rapport à la restauration, au néocolonialisme, l'impérialisme et la balkanisation des États africains.

Le Mali Koura est un nouveau souffle de liberté qui atteindra l'ensemble des terres africaines pour apporter la sécurité, la paix et développement à toutes les populations dans l'équité et le respect de nos valeurs ancestrales conformes avec la république, la démocratie et la laïcité.

LA BONNE GOUVERNANCE DU MALI KOURA

Faut-il des hommes forts pour construire des institutions fortes ou faut-il des institutions fortes pour faire émerger des hommes forts ? Le débat mérite d'être posé à la l'orée de la mise en place d'une bonne gouvernance.

Fondamentalement le Mali Koura va d'abord se baser sur les valeurs endogènes positives de la société malienne.

Il sera résolument tourné vers l'indépendance, la souveraineté politique et économique. Il s'inscrira dans le panafricanisme décomplexé luttant pour la sauvegarde des intérêts des États et des peuples africains.

Le Mali koura s'étalera sur tout le territoire malien, par le droit et le devoir garantissant à tous la liberté individuelle et collective et bannissant toute discrimination basée sur la race, l'ethnie, la religion, la corporation ou les conditions sociales des citoyens.

Le travail et le mérite seront placés dans l'épicentre de toute décision politique, socio-économique et de défense et sécurité.

En plus du caractère de crime imprescriptible, le coup d'État sera non amnistiable et prescrit dans la constitution de la 4ème république.

Toutes les institutions du Mali devront respecter les principes simples de la légitimité et de la légalité.

Bamako, le 16 décembre 2020

Professeur Oumar MC Koné
Président du BRDM
Membre de EMK/M5-RFP

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Exposition d'œuvres photographiques : Bamako Art Gallery au chevet des jeunes talents



Seydou Camara, le président du réseau des photographes du Mali, a présidé les travaux de vernissage au "Bamako Art Gallery", le samedi dernier. C'était en présence des partenaires, des associations de photographes et un parterre d'invités. Cette activité rentre dans le cadre de la deuxième édition de l'inter biennale de la photographie organisée par l'Association Phot'Art.

C'est une véritable fête des images que les habitants de Baco-Djicoron ont vécu, ce samedi, à travers ce vernissage. L'Association Phot'Art, comme dans ses habitudes, a organisé une caravane culturelle qui a traversé le quartier de la porte du 15ème Arrondissement au bord du fleuve Niger où est majestueusement dressée la Galerie "Bama Art". C'est sous les sons de tamtams et les pas majestueux pas de danse et de gestes de jongleurs que les photographes exhibaient leurs œuvres, à travers le quartier. On pouvait voir sur les banderoles : des photos de pêcheurs, des potières, des cultivateurs des tresseuses et autres images qui définissent le quotidien du Malien lambda. Faut-il le rappeler, c'est dans le cadre de la

deuxième édition de l'Inter Biennale photographique du Mali que les différents lieux d'exposition, dont "Bamako Art Gallery" abritent les œuvres de cette compétition. Cette activité culturelle a pour principal objectif de promouvoir davantage les œuvres des jeunes talents à travers des expositions photo.

Selon Seydou Camara, sur soixante-six 66 dossiers de candidatures, 15 ont été retenus par le jury pour participer à cette deuxième édition.

« Aux termes de la compétition, trois prix seront décernés aux trois meilleures œuvres photographiques. Des prix spéciaux d'encouragement sont aussi prévus par le comité d'organisation pour les jeunes artistes qui se seront révélés dans le domaine de la création photographique », a-t-il expliqué.

Seydou Camara s'est dit très ému après avoir vu et admiré les œuvres d'art des jeunes talents du Mali en photographie. Il leur a ainsi invité au travail surtout le travail bien fait gage de la réussite.

« Après l'ouverture de cette deuxième édition, le 1er décembre 2020, à la Maison Africaine

de la photographie, l'étape du Parc National, le 5 décembre, nous voici à Bamako Art Gallery pour célébrer les talents locaux de la création photographique contemporaine malienne. Que de très belles images qui traduisent la bravoure et la détermination du Malien dans toute sa diversité à exhiber très haut les valeurs qui font de ce pays, une nation digne. Ces images révèlent aussi le parcours des jeunes talents de la photographie quand ils immortalisent les moments précieux d'une activité », a martelé le président du réseau des photographes du Mali.

À noter que l'inter Biennale photographique est un espace de création artistique et photographique, de promotion et de diffusion des œuvres des jeunes photographes en manque de visibilité sur le plan national et international. Elle s'agrandit d'année en année et s'impose dans l'agenda photographique nationale grâce à une équipe forte du collectif Photo'Art.

**PAR CHRISTELLE KONE /
Source : INFO-MATIN**

Échec de la gestion de la crise migratoire en Guinée : Autorités et parents des migrants se rejettent la responsabilité



Selon les différents rapports reçus des ONG, depuis 2014, plus de 7 000 personnes sont mortes en Méditerranée centrale en tentant de rejoindre l'Italie, faisant de cette route vers l'Europe l'une des plus meurtrières au monde. On en sait cependant beaucoup moins sur ceux qui sont morts avant même d'atteindre la mer, en traversant le désert sans fin du Ténéré, au cœur du Sahara. Depuis donc des décennies, il ne se passe un jour sans que des centaines de jeunes guinéens ne s'engagent sur la route de l'immigration illégale. Poussés par le rêve et des ambitions, ils abandonnent tout derrière eux et empruntent des routes illégales et dangereuses pour se rendre en Occident. Un voyage périlleux au cours duquel ils subissent les pires des horreurs jusqu'à laisser leur vie. Face à cet enfer du désert qui dévore chaque jour les jeunes, les parents et les autorités restent indifférents.

De la vallée du Tillessi aux grottes d'Adrar d'Iforas, au nord du Mali, d'Agadez, au désert sans fin du Ténéré en passant sur le Plateau de Tchigai au Niger, portes d'entrée de nom-

breux migrants qui tentent de rejoindre la Libye pour traverser la Méditerranée vers l'Italie, on estime entre 90.000 à 200.000 personnes qui traversent cette zone désertique hostile et aride au nord-est du Niger. Avec l'espoir bien sûr d'atteindre l'Europe. La plupart d'entre eux sont de jeunes, originaires de l'Afrique au sud du Sahara dont beaucoup de jeunes guinéens.

Rappelons que ces zones tristes accueillent des milliers de migrants qui attendent pendant des semaines voire des mois avant de pouvoir monter (pour ceux qui échappent à la mort) dans le prochain pick-up ou camion en route vers la frontière libyenne et poursuivre leur voyage.

Les saisissants témoignages d'un rescapé des déserts du Ténéré, d'Agadez

Revenu de l'enfer du désert, Tidiane, un jeune vendeur de véhicules à Kaloum, raconte son calvaire et la galère de ces compatriotes guinéens dont beaucoup ont péri au cours de la

traversée de cette zone dangereuse d'Afrique du Nord : « j'ai quitté le pays courant décembre 2017 pour Bamako, au Mali sur les conseils d'un ami qui lui aussi était prêt pour le voyage. Je travaillais dans l'un des parcs autos à la corniche du quartier Téménétaye, dans la commune de Kaloum. Après la vente d'une voiture, j'ai gardé l'argent par devers moi sans fait le compte rendu à mes patrons ni à mes parents. Parce que je nourrissais le désir de quitter la Guinée pour aller à l'aventure. C'est ainsi qu'un soir, j'ai pris la voiture pour Bamako d'où après un bref séjour, mon ami et moi sommes embarqués pour Nouadhibou en Mauritanie. Dans cette ville portuaire de la Mauritanie, nous n'avons pas pu trouver l'occasion pour nous rendre à Tétouan, au Maroc afin d'atteindre le Delta de Gibraltar, passage préféré de plusieurs migrants. On va alors rebrousser chemin pour braver cette fois-ci le désert du Niger. Nous voilà donc à Agadez. Quelle ne fut pas notre surprise de rencontrer

dans cette ville un nombre important de jeunes guinéens dont l'âge varie entre 15 à 30 ans ! Tous attendaient, prêts, les pick-up et autres camions pour le voyage. D'autres attendaient que leurs familles leur fassent parvenir de l'argent pour négocier une place dans la pick-up pour la deuxième étape du voyage qui conduit à la frontière libyenne. Mais que de conditions difficiles ! Entassés comme des chèvres dans une pièce exiguë, chacun caressait le secret espoir de quitter la ville pour les côtes libyennes », dira Tidiane que nous rencontré en famille au quartier Yimbaya, dans la commune de Matoto.

Selon ce rescapé du désert, une fois arrivé à Agadez, il faut se cacher, s'enfermer dans les taudis sales sans issue. « Plusieurs personnes sont obligées de partager un plat. Il faut se coucher à même le sol. Certains passaient les nuits à la belle étoile à cause de la chaleur et du manque d'air », soutient le jeune aventurier, avant de continuer : « tous les premiers jours de la semaine, les camions partent pour la Libye. Ils quittent la ville, tous feux éteints et s'enfoncent dans le désert à pleine vitesse. Les passeurs ne donnent ni nourriture ni eau aux migrants, qui doivent veiller à ne pas s'endormir pour ne pas tomber des camions surchargés et mourir ... Nous savions que c'était risqué, nous avons vu les informations à la télévision sur les morts en Méditerranée, l'instabilité et le manque de travail en Libye. Mais beaucoup de gens y sont arrivés et cela nous avait donné de l'espoir »

Le pauvre ! Il va s'engager, lui et son compagnon, sur la route incertaine du désert, et connaître, quelques heures après leur embarquement, un drame qu'il n'oubliera jamais. «... Au moment où on parcourait le désert de Ténéré, Notre pick-up fut pris à partie par un convoi de trafiquants (des Jihadistes, ndr). Panique ! Le chauffeur nous abandonne dans le véhicule et prend la fuite. C'était la débandade. Mais aller où dans le désert ? Les trafiquants récupèrent alors le pick-up et disparaissent. C'était le début de notre calvaire. On s'engage désespérément à continuer à pieds. C'était difficile et douloureux dans le désert. La faim, la soif et la fatigue eurent

raison du groupe. A chaque kilomètre, on abandonnait ceux qui étaient fatigués. Ils mourraient sur place. Je revois encore les images. Mon compagnon, mon frère, mon ami Ali ne pouvant plus marcher ni parler, a rendu l'âme dans mes bras. Plus de 20 personnes du convoi sont mortes et les corps abandonnés dans le sable chaud. C'est terrible ce qui se passe dans cette partie d'Afrique. Après un jour de marche, nous sommes tombés sur les militaires Tchadiens (de la mission Onusienne) qui patrouillaient sur les lieux. Ils nous ont récupérés et nous ont sauvés. Escortés jusqu'à Tombouctou, on a regagné après Bamako où on a été pris en charge par une ONG. Mais, il faut retenir que beaucoup de nos frères périssent dans le désert en Afrique du Nord. Que les parents et nos autorités ouvrent les yeux de ce côté. Sinon, c'est un véritable drame humain devant lequel tout le monde reste indifférent », conseille le jeune Tidiane qui promet de dissuader ses amis qui caressent le désir de prendre le chemin de l'immigration illégale.

L'indifférence des autorités

Les médias guinéens et surtout étrangers racontent régulièrement l'horreur de l'émigration irrégulière et renvoient les visages juvéniles de ces milliers de jeunes guinéens engloutis dans l'Atlantique et la Méditerranée sur le chemin d'un espoir vers un avenir meilleur qu'ils ont cultivés en eux. Mais hélas ! Cette réalité que vivent les familles guinéennes au quotidien, est reléguée au second plan par les autorités. La douleur se fait encore plus sentir quand certains politiques imputent les drames aux familles des victimes. Cette réaction évidemment aggrave la colère de l'opinion publique, qui perçoit cette posture comme une manœuvre visant à se dédouaner et à se décharger de toute responsabilité : « il n'y a jamais de réaction. Le mutisme du président Alpha Condé et de son gouvernement est frappant, d'autant qu'ils se servent très souvent des réseaux sociaux pour communiquer sur différents sujets. Le Chef de l'Etat est souvent présent pour des drames à l'étranger, mais rarement quand cela arrive dans son pays », fustige El hadj Saliou Diallo, père d'une victime. Et le

vieil homme n'a pas manqué de rappeler que le président de la République, lors de ces différentes campagnes sur le terrain, avait fait la promesse de créer plus d'un million d'emplois.

L'histoire de ce jeune homme qui a vu ces frères guinéens mourir de faim et de soif dans le désert sans fin de Ténéré, au Niger, est émouvant. Son compagnon mort dans le désert et dont le corps a été abandonné sur le sable, rêvait de rejoindre l'Italie afin d'atteindre son rêve d'avoir de l'argent pour aider sa mère et ses frères. Assoiffé, affamé et épuisé sous un soleil d'aplomb, il n'est pas arrivé au bout d'un voyage qu'il avait secrètement organisé, sans avertir ses parents.

Pour Aïssatou Soumah, enseignante à l'école primaire de Madina-SIG, la douleur est immense de voir de nombreux candidats à l'exil. « Les jeunes n'ont plus de perspectives d'avenir. Ils n'ont plus de visibilité sur leur futur et ne croient plus dans leurs chances de réussir au pays », déplore-t-elle.

Du côté des autorités, on soutient que des efforts ont été faits et continus d'être faits sur le terrain. Ainsi, au ministre de la jeunesse et Emploi Jeunes, On nous apprend que des caravanes et autres rencontres ont été organisés à travers le pays. Les jeunes seraient informés des risques de l'immigration clandestine.

« Face à la mobilisation et aux répercussions de cette migration sur la société, c'est essentiel de continuer à agir. On va d'ailleurs prendre d'autres initiatives. J'ai été contacté par l'Organisation internationale des migrations pour réfléchir à l'après », a promis un responsable de la direction de l'Emploi Jeune.

En somme, on s'accuse mutuellement dans la gestion de la crise migratoire. Les gouvernants pensent que les parents des migrants sont complices du départ de leurs enfants. On soutient de ce côté que ce sont les parents qui organisent eux-mêmes les voyages. Quant aux parents des candidats au départ et des victimes, ils pensent que les autorités ne font pas assez pour « freiner l'hémorragie » et aller au secours des jeunes en détresse au Niger, en Mauritanie et dans la Méditerranée.

Source : GuinéeNews

COVID-19 : « Beaucoup trop tôt » pour lier la montée des cas au Royaume-Uni à une mutation

L'apparition au Royaume-Uni d'une nouvelle souche du coronavirus beaucoup plus contagieuse que les autres inquiète les épidémiologistes et a, dans l'immédiat, amené plusieurs pays à suspendre les vols en provenance du territoire britannique dimanche 20 décembre. Pour Olivier Bouchaud, responsable des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Avicenne, la fermeture des frontières est une réponse légitime mais ne peut pas être l'unique solution.



Olivier Bouchaud : À chaque fois qu'un virus se multiplie pour donner place à de nouveaux virus, le recopiage de son matériel génétique peut être source d'erreur. Imaginez une photocopieuse qui pourrait commettre de petites erreurs de photocopie, parce que par exemple il y a une tache sur la vitre et donc les feuilles photocopiées sont un tout petit peu différentes de l'originale. Cela parce qu'il y a une lettre qui a été cachée par une tache. C'est comme ça que ça se passe pour le génome d'un virus et ça, ça arrive en permanence. Mais dans l'immense majorité des cas, cette petite erreur n'entraîne aucune conséquence sur le comportement du virus.

En mutant le virus serait donc devenu plus contagieux ?

L'hypothèse d'une mutation n'est évidemment pas exclue. Mais de là à dire que la montée

du nombre de contaminations actuelles au Royaume-Uni est spécifiquement liée à une mutation, c'est beaucoup trop tôt, parce qu'il est extrêmement difficile de rattacher une modification du comportement du virus à telle ou telle mutation. N'oublions pas que l'on est en hiver, que l'hiver est une période très propice à la transmission du virus. Deuxièmement on voit bien qu'à la fin d'année, les rapports sociaux et contacts entre les personnes s'intensifient. Et ce seul fait-là peut tout à fait suffire à expliquer l'augmentation du nombre de cas.

Plusieurs pays européens ont annoncé la fermeture de liaisons maritimes, terrestres et aériennes avec le Royaume-Uni. Est-ce la meilleure solution ?

Quelque part c'est assez légitime voire rationnel de se dire que vu qu'au Royaume-Uni le

virus semble circuler avec une plus forte intensité, on va limiter le risque d'introduction du virus dans notre pays. Si on voit les choses à l'échelle de l'Europe, c'est peut-être un peu plus discutable, il ne faudrait pas qu'on arrive à une situation de suspicion permanente d'un pays vis-à-vis d'un autre, d'autant que quand on parle de l'augmentation de transmission au Royaume-Uni, c'est dans une zone particulière, ce n'est pas homogène sur l'ensemble du pays. On ne peut pas se mettre dans des situations où en permanence on se méfierait d'un pays ou d'un autre parce qu'à tel ou tel endroit, il y a une augmentation de circulation du virus. Je pense qu'il faut surtout qu'on s'attache, dans les endroits où le virus circule davantage, à en comprendre les causes et à essayer d'intervenir le plus rapidement possible.

Source : RFI

Coupe du Mali de Basket-Ball : L'AS Police confirme sa suprématie

Après s'être adjugées les trophées du championnat national, les formations féminine et masculine de l'AS Police ont remis ça, en remportant, hier au Palais des Sports Salamatou Maïga, les trophées des 41^e et 50^e éditions de Dame Coupe

C'est dans une salle du Palais des Sports Salamatou Maïga vide -Covid-19 oblige- que se sont disputées, hier, [dimanche NDLR] les finales des 41^e et 50^e éditions de la Coupe du Mali. À l'affiche, les deux équipes de l'AS Police qui avaient en face le Djoliba Dames et Attar club Messieurs. Ces matches étaient un remake des Play-offs du championnat national qui avaient tourné à l'avantage des Policières et des Policiers. Il y avait donc de la revanche dans l'air pour les Rouges et les Kidalois, mais une fois encore, la barre s'est révélée haute pour ces deux formations et ce sont les Jaunes qui ont raflé les deux trophées.

Chez les Dames, l'AS Police s'est imposée 55-46 devant le Djoliba, alors que l'équipe masculine l'a emporté face à Attar club. C'est la deuxième fois d'affilée que les joueuses du

technicien Mamoutou Kanté remportent Dame Coupe du Mali, après le succès de 2009, face au même adversaire. Mais l'année dernière, les Policières avaient échoué en championnat national contre les Rouges. Hier, dès le coup d'envoi de la rencontre, les deux formations affichent leurs ambitions et se livrent à une bataille rude. Le premier quart temps tourne à l'avantage de l'AS Police qui s'impose 12-9. Au deuxième quart temps, les deux équipes inscrivent, chacune, 16 points, permettant aux Policières d'aller à la pause avec trois unités d'avance (28-25).

Au retour des vestiaires, les deux formations se neutralisent et répliquent du tac au tac. Sous la houlette de Kamba Yoro Diakité (meilleure marqueuse avec 18 points) et de l'expérimentée Nagnouma Coulibaly, l'AS Police porte l'écart à 18 points (48-30). Dès lors, on

savait que les carottes étaient cuites pour le Djoliba et que l'ultime quart temps ne serait qu'une simple formalité pour les nouvelles championnes du Mali.

Ainsi, malgré le sursaut d'orgueil des protégées du coach Amara Traoré, les Policières ne lâchent pas prise. Score final : 55-46 pour les championnes du Mali qui réalisent ainsi le premier doublé Coupe-Championnat de leur histoire. Comme chez les Dames, la hiérarchie a également été respectée du côté des Messieurs, avec la victoire des Policiers, difficiles vainqueurs 79-75 d'Attar club de Kidal (18-25, 35-36, 50-55 et 79-75). Cette confrontation s'est disputée de bout en bout et il a fallu attendre les dernières minutes pour voir les nouveaux champions du Mali faire la différence et briser le rêve des Kidalois.

Les deux finales étaient présidées par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, qui a remis les trophées aux deux capitaines de l'AS Police, en présence du président de la Fédération malienne de basket-ball (FMBB), Harouna B. Maïga. Le ministre Ag Attaher a remis une enveloppe de 500.000 FCFA à chacune des quatre finalistes, soit un chèque global de deux millions de FCFA.

Seïbou S. KAMISSOKO
Source : L'ESSOR





Bélier (21 mars - 19 avril)

Malgré des complications qui vous obligeront à vous positionner, vous parviendrez à vous en sortir sans trop de heurts, à condition de miser à fond sur votre enthousiasme et votre pragmatisme. Vous attirerez la confiance et l'admiration de vos supérieurs.

Si vous avez à négocier des transactions, vous pourrez compter sur le soutien de Mercure qui vous apportera les éléments nécessaires pour les mener à bien. Des opérations diverses pourraient vous dégager de soucis administratifs, bancaires, financiers.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vénus vous rend irrésistible et la Lune magnétique. Un cocktail de choc si vous devez convaincre votre patron, des clients ou un futur employeur. Profitez de ce ciel astral favorable pour effectuer vos démarches professionnelles, vous ne serez pas déçu.

La Lune conjointe à Neptune développe votre flair dans ce domaine. Vous n'aurez aucun mal à renifler les bonnes affaires, comme les mauvais plans. Ceci vous donnera l'occasion d'écarter un projet d'investissement que vous ne sentez pas fiable.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous travaillez en équipe, pensez à laisser travailler les autres. L'un d'eux pourrait vous donner ses tâches à faire. Ne soyez pas attentionné, restez ferme dans votre travail, car l'hypocrisie règne. Il est conseillé de garder le cap sur vos fonctions.

Ne vous laissez pas influencer par les demandes venant de vos relations. Votre gentillesse peut vous exposer à sortir plus d'argent que d'ordinaire. La sagesse est recommandée. Jupiter en Sagittaire vous rend dépensier sur des articles haut de gamme.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les projets que vous aviez lancés pourraient prendre une tournure positive. Peut-être même encore plus ce à quoi vous vous attendiez. Cela vous sera agréable de voir à quel point les personnes qui vous entoureront auront confiance en vos capacités.

Vous serez bien en peine de répondre, car vous n'aurez pas la moindre idée du montant que vous pourrez investir. Il faudra pourtant vous y coller afin de décider si vous serez en mesure de vous autofinancer ou si vous devez effectuer une demande de prêt.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pouvez développer de nouveaux projets, car votre sens de l'initiative s'éveille. Des tâches peuvent avoir un lien avec une création de projet et une implication importante est demandée. Vous arrivez à relever le challenge sans vous décourager.

Vous êtes dépensier en ce moment et il est difficile de ne pas craquer devant les belles choses. Une passion peut vous entraîner vers des frais superflus qui se cumulent aux dépenses et charges liées à la vie domestique. Des petites concessions sont à faire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Écoutez votre petite voix intérieure qui vous dit que votre interlocuteur vous mène en bateau ! Vous avez suffisamment de qualités professionnelles pour ne pas accepter n'importe quoi, d'autant plus quand on tente de vous prendre pour un pigeon.

Si vous voulez renflouer vos comptes, pensez aux vide-greniers ou aux sites de vente en ligne. Ce sera l'occasion de faire du tri dans vos placards et de gagner une petite somme pas désagréable. Mais n'en profitez pas pour dépenser cet argent avant même de l'avoir gagné !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des activités sont à faire sous un délai court. Vous ne pouvez suivre le rythme et pourtant vous n'avez guère le choix. Une ambiance tendue s'est installée et la communication entre collaborateurs est insuffisante pour travailler dans de bonnes conditions.

Vos frais partent dans les dépenses liées à la famille ou aux charges anciennes, non réglées. D'anciennes dettes peuvent ralentir votre progression financière vers l'aisance. La trésorerie insuffisante demande encore de la concession et des frustrations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si votre poste vous oblige à travailler aujourd'hui, vous mettez les bouchées doubles, car vous serez particulièrement ambitieux sur la qualité de vos prestations. Vous serez également très exigeant, mais ce sera pour la bonne marche de votre activité.

Attention aux turbulences planétaires qui pourraient vous rendre imprudent. Uranus en face de vous vous poussera à prendre des risques sans forcément en mesurer les conséquences et vous incitera à vous offrir ce qui vous plaira sans regarder les prix.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

S'il y a bien un endroit où vous devez tenir votre langue aujourd'hui, c'est à votre bureau. Les dissonances vous déconseillent de l'ouvrir ! Et si vous ne pouvez vraiment pas vous en empêcher, dites les choses avec diplomatie, faites un effort...

Le carré Jupiter/Neptune vous met en garde contre des dépenses excessives. Vous n'avez pas besoin de vous ruiner pour vous faire aimer ou pour séduire. Soyez vous-même, généreux sans excès et souriez, c'est votre plus belle arme.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous savez ce que vous voulez et vous ne perdez pas votre objectif de vue. Peu importe les efforts que ça vous a demandés, vous allez enfin pouvoir savourer de récolter le fruit de votre investissement. Une bonne nouvelle vous attend, profitez-en !

Toujours aussi responsable dans ce domaine, la Lune sextile à Saturne vous permet de faire un bilan complet de l'état de vos finances. Rien ne sera laissé au hasard et vous jonglerez habilement avec les dépenses de fin du mois sans rogner sur quelques plaisirs pour vos proches.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Avant de retrouver une sensation d'épanouissement, vous devez passer par d'autres étapes. Une démission est envisagée, mais le destin peut vous placer au bon moment au bon endroit dans un nouveau poste. Une proposition imprévue vous est favorable.

Il règne de l'instabilité dans votre budget. Malgré le salaire, vos charges sont élevées et vous peinez à redresser la situation. De la patience est encore demandée. Pour la bonne cause, vous trouvez des petites astuces pour gagner quelques économies.



Poisson (19 février - 21 mars)

Peu importera que l'on commente vos décisions. Les résultats seront suffisamment parlants pour faire taire les bavards. Vous ne vous laisserez pas faire, essayant de garder votre sang-froid. Mieux vaudra feindre l'indifférence que de claquer la porte.

Vous devrez vous creuser les méninges pour trouver comment gagner davantage d'argent. D'abord, parce que vos frais augmenteront, ensuite parce que vos charges deviendront pesantes. Il n'y aura peut-être pas urgence, mais vous prendrez les devants.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous